



Cosmopolitan Project Foundation

## VOYAGE D'ETUDE HONGRIE MARS 2015

---

### Rapport de synthèse

Rédacteurs : Boris GARCIA, Blaise GONDA et Alberto ITURRALDE

*Version finale : 19 avril 2015*

### Introduction

La Hongrie dirigée par Viktor Orbán est un cas d'école de régression démocratique sévère au cœur même de l'Union européenne. Trois ans après le changement de la Constitution en Loi fondamentale, de nombreuses atteintes à l'Etat de droit, et une dérive populiste, anti-européenne et xénophobe, comment comprendre ce qui se passe dans la Hongrie de 2015, que faire aux côtés des démocrates, et comment faire connaître à travers l'Europe les nombreux reculs démocratiques de la politique de Viktor Orbán ? C'est pour répondre à ces questions que le Cosmopolitan Project Foundation, après avoir publié une tribune largement reprise dans les médias hongrois, a voulu aller plus loin et a entrepris un voyage d'étude en mars 2015, à la suite d'un précédent déplacement du collectif "Hongrie Solidarité" en 2012. C'est ainsi qu'avec une délégation d'une dizaine de personnes nous sommes arrivés à Budapest, nous, activistes internationalistes et défenseurs des démocraties et libertés fondamentales. Sont venus à notre rencontre journalistes, politologues, sociologues, juristes, militants et responsables politiques, mais aussi des citoyens engagés dans des ONGs, afin de nous exposer leurs analyses et de débattre avec nous des perspectives pour l'avenir. Notre motivation principale a été de mieux contextualiser la situation, de nous mettre en réseau avec les acteurs des mouvements démocratiques, puis de passer de la réflexion à des actions pertinentes pour la société civile hongroise.

La présente synthèse reprend ce qui nous est apparu comme essentiel et méconnu sur la l'état de la démocratie en Hongrie. Elle est le fruit des rencontres et des échanges que nous avons pu avoir au cours de la mission avec nos nombreux interlocuteurs. Nous tenons à les remercier pour leur confiance et leur disponibilité. Cependant, les analyses qui suivent restent de notre fait et n'engagent que nous. Mais précisément, il nous semble qu'il est de notre responsabilité de militants démocrates internationalistes de faire connaître la situation, de mettre en réseau et d'agir aux côtés des Hongrois en lutte pour la démocratie, certes avec modestie et sans prétention, mais avec l'espoir que partout en Europe, les sociétés continuent de faire vivre les valeurs démocratiques qui nous unissent.



## La Hongrie est-elle encore une démocratie ? Faits, analyses, et pratiques du pouvoir

La Hongrie, depuis la modification constitutionnelle de 2012, n'apparaît que sporadiquement dans les pages internationales de nos médias (dernièrement à l'occasion du projet de taxe internet, qui a fait descendre des dizaines de milliers de Hongrois dans la rue contre Orbán). Peut-on encore parler de démocratie ? Pour comprendre comment les principes démocratiques sont bafoués, nous avons recueilli de nombreux exemples concrets des pratiques du régime Orbán sur des catégories de personnes et d'organisations de la société civile.

### **Quelques faits pour saisir les enjeux : atteintes à l'état de droit, atteintes aux personnes**

**L'état de droit est clairement en danger en Hongrie.** Le Comité Helsinki, de concert avec une dizaine d'ONGs de défense des libertés civiles, a dressé un tableau exhaustif des atteintes à l'état de droit dans tous les domaines (séparation des pouvoirs, indépendance de la justice, liberté de la presse et pluralisme, droits fondamentaux, droits du Parlement, élections libres et équitables). Le Comité Helsinki, constatant la faiblesse de la société civile pour défendre ce sujet, s'en est saisi dès 2010 bien qu'il dépasse son champ d'intervention traditionnel (droit d'asile, des immigrés et des prisonniers). Il a rassemblé et présenté à l'Union européenne l'ensemble des atteintes à l'état de droit. Il a été frappé de ce que **les autorités européennes ne disposent pas à proprement parler de mécanismes pour faire respecter les valeurs démocratiques dans un Etat-membre.** La situation semble évoluer tout récemment<sup>1</sup>. Il n'en reste pas moins que **les atteintes passées sont difficilement réversibles.** Ainsi, des juges ont été révoqués suite à une modification de la limite d'âge ; bien que l'Union européenne ait invalidé cette loi au motif qu'elle était discriminante, seule une poignée des 300 juges concernés ont effectivement décidé de réintégrer leurs postes trois ans plus tard. Autre illustration, la Cour constitutionnelle s'étant montrée critique d'un projet de loi, le Parlement a fait changer la Constitution grâce à la majorité des deux-tiers détenue par le Fidesz et a réduit les pouvoirs de la Cour à un rôle purement consultatif. **La Hongrie pose donc la question de la capacité de l'Union européenne à freiner efficacement les régressions démocratiques avérées dans l'un de ses Etats-membres.**

**L'égalité de traitement et le respect de la dignité des personnes sont bafoués en Hongrie.** Les atteintes évoquées plus haut ont des conséquences très concrètes sur la vie de catégories entières de Hongrois. Deux catégories de population nous sont apparues particulièrement visées : les Roms et les sans-domiciles.

La situation des populations roms est alarmante. Relégués dans des ghettos, les Roms sont littéralement confrontés à la **famine**. Les rations quotidiennes sont inférieures aux besoins journaliers. La **mortalité prénatale** a explosé. Plus de 60% de la population est au chômage. Les militants associatifs parlent de « contre-sélection » pour qualifier la politique de l'Etat. Loin de bénéficier d'un Etat corrigeant les inégalités de naissance et de conditions, **les plus pauvres sont discriminés et criminalisés.** Il s'agit de fait d'une politique intentionnelle et délibérée des autorités. Comment se fait la distinction avec le reste de la

---

<sup>1</sup> A New EU Framework to Strengthen the Rule of Law, Communication by the European Commission and Council, 19.03.15 : [http://ec.europa.eu/justice/effective-justice/files/com\\_2014\\_158\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/justice/effective-justice/files/com_2014_158_en.pdf)



population? **La ségrégation est spatiale et géographique**, les quartiers roms étant de notoriété publique. Elle est aussi **scolaire** : les classes sont séparées de fait et les enfants roms souffrent d'une formation au rabais. La ségrégation s'opère dans **la politique du logement** : à Miskolc, la municipalité exproprie sans reloger les Roms bien qu'ils soient à jour du paiement de leur loyer, C'est ainsi que peut s'opérer leur ségrégation sociale, économique et institutionnelle. Les familles roms ne reçoivent **pas d'allocations familiales**. En revanche, le système de protection de l'enfance retire les enfants des familles indigentes pour les confier à des familles d'accueil qui reçoivent en compensation un dédommagement financier. Pour toute aide, ils doivent effectuer des « travaux d'intérêt général ». Dégradants, insuffisamment rémunérateurs, et dépendants du bon vouloir des autorités locales, ils s'apparentent à de l'« esclavage moderne ».

Les sans-domiciles sont une autre catégorie discriminée délibérément par la puissance publique aujourd'hui en Hongrie. **Vivre dans la rue est devenu une infraction** passible d'amende, voire de prison si le contrevenant est dans l'impossibilité de payer. Là encore, les réserves émises par la Cour constitutionnelle n'ont pas été prises en compte, et **le Fidesz a modifié la Constitution même pour la « conformer » à la loi anti-SDF**.

### **Faire système : pourquoi il est nécessaire de se doter d'un cadre d'analyse**

Nos interlocuteurs tentent de comprendre comment ces attaques en règle contre la démocratie font système.

Pour certains, **la Hongrie reste bel et bien une démocratie, certes avec des dérives inquiétantes**, mais l'appréciation de ces dérives reste une question de degré, non de nature du régime. **Les journalistes** sont intimidés, évitent parfois les sujets qui fâchent les autorités, risquent leur poste dans le cas contraire, font face à l'opposition de l'administration pour obtenir des informations auxquelles la législation leur donne pourtant accès. Pour autant, ils ne risquent pas leur vie. Pour certains sociologues que nous avons rencontrés, ces attaques s'expliquent par **la transition démocratique inachevée de la Hongrie**. Bon élève dans les années 1990, la Hongrie a cru, comme nombre de pays de l'Est, que le capitalisme apporterait naturellement la démocratie. L'ouverture du pays aux investissements étrangers a permis la modernisation économique ; mais certains pans de l'élite n'ont pas pu profiter de l'ère de la privatisation, notamment le personnel politique actuel du Fidesz, si bien qu'ils prennent aujourd'hui leur revanche en tentant de s'accaparer des secteurs de l'économie. Sur le plan politique, **la démocratisation s'est faite d'en haut, sans demander leur avis aux citoyens et encore moins les éduquer à la vie citoyenne démocratique**.

**Pour d'autres, le régime actuel en Hongrie est bel et bien inédit dans sa nature**. Pour Bálint Magyar, il faut inventer un langage neuf pour bien saisir ce qui se passe. La Hongrie d'Orbán ne relève pas d'une maladie infantile de la démocratie ; ce n'est pas non plus une dictature pure et simple. Il s'agit d'un **“Etat mafieux”** dans lequel l'allégeance personnelle au clan Orbán est la seule garantie de succès et où la puissance publique (Etat, législation, institutions) est privatisée au profit des intérêts de cet unique clan.

Pour tous, **les dérives actuelles sont le résultat d'une démocratisation qui n'a pas réussi à prendre dans la société même**. L'héritage communiste a détruit la société civile, les corps intermédiaires, et le régime d'Orbán cultive la peur et l'intimidation, donnant à chaque individu le sentiment d'être seul face à l'Etat, sans aucune structure d'entraide ou de défense intermédiaires. En résulte **une société atomisée, peu organisée au niveau local**



(faute de pouvoirs réels confiés aux municipalités), **peu consciente des vertus redistributives de l'Etat** (la fraude fiscale est élevée). C'est en ce sens que Lajos Bokros, ancien ministre des Finances déclare : "La Hongrie n'est plus un pays libre et démocratique". Aussi, **c'est avant tout aux Hongrois de se battre pour réaffirmer leurs droits et leur liberté** face aux attaques d'Orbán.

## **Hongrie : laboratoire de l'extrême-droite européenne ?**

La vie politique hongroise interpelle les Européens que nous sommes sur un autre plan : la montée de l'extrême-droite. Ce phénomène inquiétant est revenu dans tous nos entretiens et il est temps de prendre conscience de ce qui, à travers le cas hongrois, risque de se dessiner sur le continent européen si nous n'agissons pas à temps.

### **L'extrême-droite néo-nazie et violente est la seule formation politique à connaître une progression continue depuis 2010**

Le parti politique de Gábor Vona, le Jobbik, connaît **une percée continue aux élections** : plus de 20% des voix aux élections européennes ainsi qu'aux législatives du printemps 2014 (+4%). Il est désormais **la troisième force politique au Parlement**, après y avoir fait son entrée en 2010. Il est devenu le **deuxième parti aux municipales** d'octobre 2014. Il vient de gagner un siège supplémentaire lors d'une élection législative partielle à Tapolca, remportant une victoire contre le Fidesz.

Il est **ouvertement raciste, xénophobe, anti-tsigane et antisémite**. En faveur de camps de détention pour les Roms, considérant les juifs comme "un risque pour la sécurité nationale", parlant de "déviant homosexuels", la liste des exemples de l'idéologie néo-nazie du Jobbik n'en finit plus.

C'est un parti disposant d'une milice paramilitaire, la Garde Hongroise. Interdite en 2009 par la Cour de Justice hongroise, elle renaît sous la dénomination de la "Nouvelle Garde Hongroise". Cette "milice" justifie son utilité et son action par la soi-disant inaction de la police hongroise. Elle s'en prend violemment à la minorité rom, notamment.

Le Jobbik étend ses réseaux **en province**, parmi **les jeunes**, et jusque dans la vie culturelle grâce à des **financements qui proviendraient de l'Iran et de la Russie**. Ils lui permettent de s'implanter en province, dans les villes moyennes et petites et dans les villages. Il offre aux populations appauvries et délaissées par la puissance publique des services sociaux destinés à créer un sentiment de communauté fondée sur l'ethnicité. A cela s'ajoutent de nombreux relais dans toutes les sphères de la vie quotidienne, de la musique avec le rock nationaliste en passant par le "Sziget nationaliste", la compagnie "nationale" de taxis, Nemzeti Taxi, des sites et chaînes d'information.

### **Une alliance objective entre le Fidesz et le Jobbik ?**

Comme le Front National en France, le Jobbik a opté pour un changement d'image afin d'accéder au pouvoir politique. La **"normalisation" dans les médias de masse** consiste à mettre de côté les slogans antisémites, racistes et homophobes.

De son côté, le Fidesz garde officiellement ses distances avec le Jobbik. Pourtant, des signes inquiétants laissent à penser qu'une convergence s'opère. D'abord, **le Fidesz droitise son discours**. Ensuite, la politique vis-à-vis de la **minorité rom** reprend largement, voire



dépasse, le programme de ségrégation prôné par le Jobbik – certains militants nous indiquant que **le gouvernement d'Orbán "va plus loin" que le programme du Jobbik.**

Le Fidesz a perdu la majorité des deux-tiers au Parlement aux dernières élections partielles (un candidat indépendant a remporté le siège de député du Commissaire européen, Tibor Navracsics). Cela a suscité l'espoir que le Fidesz ne pourrait plus aussi facilement changer la Constitution et la législation. Las, les récents votes au Parlement montrent que le Fidesz dispose du soutien de fait du Jobbik pour faire les modifications constitutionnelles et législatives comme il l'entend. Certains experts n'hésitent pas à parler d'alliance objective entre Fidesz et Jobbik : **le parti d'extrême-droite est un partenaire de coalition dans les faits.**

Enfin, **l'idéologie même du Fidesz conduit à la montée des inégalités et de la pauvreté, terreaux de l'extrême-droite partout en Europe.** Sous couvert de mettre fin à "l'assistanat", toutes les aides sociales devraient être supprimées d'ici 2018, selon le gouvernement d'Orbán. Les "travaux d'intérêt général" évoqués plus haut sont l'unique politique "sociale" du Fidesz. Ils sont la concrétisation d'une vision passéiste. Sous couvert de valoriser le travail manuel, **c'est tout le système éducatif qui est mis à mal**, avec des formations techniques peu qualifiantes, l'abaissement de l'âge obligatoire de 18 à 16 ans, et la réduction du nombre de bacheliers (**une régression unique en Europe !**). Cela a pour conséquence un appauvrissement accéléré de la population : 46% vivent avec moins de 260 Euros par mois en 2014 (selon l'institut TARKI). **La crise sociale que traverse toute l'Europe**, et qui est le terreau de l'extrême-droite en Hongrie comme en Grèce, (Aube dorée), en France (Front National), au Danemark et ailleurs, **frappe donc de plein fouet la Hongrie, sans que le Fidesz cherche à y remédier – c'est même tout le contraire.**

## La résistance démocratique en Hongrie : comment s'organiser, comment agir ?

Avec la montée de l'extrême droite et l'étendue des mesures antidémocratiques du régime d'Orbán, quelle est la place de l'opposition démocratique ?

### **Une opposition politique émietlée**

**L'opposition à Orbán souffre d'un discrédit fort** dans la population. Le MSzP, le parti socialiste hongrois, a essuyé de multiples scandales entre 2002 et 2010, notamment en 2008 avec une déclaration en « off » du Premier ministre Gyurcsány qui a fait descendre les Hongrois dans la rue. Depuis, de nouveaux partis se sont créés dans la foulée, mais ils ont subi des scissions depuis **les défaites successives de 2010 et 2014**. C'est le cas du PM, séparé du parti écologiste LMP. Malgré la difficulté d'atteindre les milieux ruraux, où s'exprime un total discrédit de la politique, **le PM** essaye de porter ses actions sur le terrain local, avec par exemple le revenu minimum de subsistance (en cours d'expérimentation dans la municipalité PM du 14e arrondissement de Budapest).

Un autre jeune parti est celui fondé par Lajos Bokros il y a deux ans, **le MoMa**, parti pro-européen et libéral-conservateur pour la démocratie et pour l'Europe. Pour lui, le Fidesz est dans une stratégie délibérée de division, en tenant les cordons de la bourse du financement des partis politiques. En facilitant la multiplication de partis et de micro-partis,



le régime s'assure une opposition divisée et empêche de fait l'union des démocrates, de droite comme de gauche. **L'opposition a bien du mal à s'unir** pour vaincre le Fidesz : en témoigne le soutien à la candidature de M. Bokros à la mairie de Budapest par les partis de gauche, deux semaines seulement avant les élections, avec une division interne du MSzP, alors qu'il a recueilli dans ces conditions plus du tiers des voix. La très faible participation aux élections et notamment celle aux municipales ne participe pas à la construction d'une opposition avec une vision réaliste, ambitieuse et forte.

## Une société civile encore peu structurée

La société civile reste faible et manque de structuration pour être influente. **Les mouvements s'organisent sur les réseaux sociaux, mais peinent à se pérenniser et à adopter des revendications plus générales** (comme en témoigne l'essoufflement du mouvement contre la taxe internet). **D'autres acteurs** comme le Comité Helsinki ou encore l'ONG Hungarian European Society que nous avons rencontrés s'organisent et participent au débat démocratique. Mais leurs rapports, notamment pour dénoncer les évolutions orthogonales aux valeurs de l'Union européenne, **ne sont pas repris dans la presse contrôlée** par les oligarques proches d'Orbán et **leurs injonctions aux autorités hongroises restent lettre morte**.

Tous nous font part de la **difficulté à s'organiser et à étendre leur action** en dehors de la capitale. Le **climat politique étouffant et la pression politique** condamnent la résistance démocratique, qu'elle soit civile ou politique, à la passivité. L'avenir démocratique de la Hongrie dépend donc aussi de la capacité de la société civile et politique **à agir de manière concertée** dans l'opposition au régime de Viktor Orbán.

## Conclusion

Nos rencontres nous ont confortés dans la conviction que l'aspiration démocratique reste forte en Hongrie. La démocratie continue d'y perdre du terrain, sous les assauts répétés du gouvernement Orbán à l'état de droit, à l'égalité de traitement des citoyens, à l'Etat-providence aussi. La culture démocratique doit être renforcée, à travers le développement de la société civile, d'une culture du débat et du compromis, la préoccupation vis-à-vis des exclus et des plus démunis. Pour tous nos interlocuteurs, il appartient d'abord aux Hongrois de cultiver cet esprit démocratique et de se battre pour leur liberté. Cependant, il nous semble qu'en tant que démocrates internationalistes, forts de nos valeurs et de notre expérience, le CPF peut contribuer à ces efforts, avec modestie et ambition, dans plusieurs directions :

- *Plaidoyer* : en améliorant l'information disponible sur la Hongrie, en suivant les pratiques du pouvoir, pour illustrer concrètement comment les principes démocratiques sont bafoués et ce que cela signifie pour des pans entiers de la population dans leur vie quotidienne. Ce plaidoyer peut se faire au niveau national et européen.
- *Renforcement des capacités, partage d'expériences* : en menant des coopérations avec des ONGs pour les assister dans leur impact, leur plaidoyer et leurs actions. L'action en province et en direction des jeunes notamment est à privilégier.





- *Coopérations concrètes* : le CPF est ouvert à des actions communes avec l'ensemble de la société civile hongroise (ONGs, médias) afin de promouvoir concrètement la démocratie.

## **Bibliographie sélective**

Ablonczy Balázs, Ablonczy Bálint, *L'extrême droite en Hongrie. Racines, culture, espace, Hérodote*, 1/ 2012 (n° 144), p. 38-59

Berkovits Balázs, *La Hongrie, un État autoritaire en Europe*, *Esprit*, 12/ 2014 (Décembre), p. 123-126

Berkovits Balázs, *Hongrie, des élections en trompe-l'œil*, *Esprit*, 3 avril 2014, en ligne : <http://esprit.presse.fr/news/frontpage/news.php?code=312>

Communication from the Commission to the European Parliament and the Council, *A new EU Framework to strengthen the Rule of Law*, 19 mars 2015, en ligne : [http://ec.europa.eu/justice/effective-justice/files/com\\_2014\\_158\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/justice/effective-justice/files/com_2014_158_en.pdf)

Hungarian Helsinki Committee, Eötvös Károly Institute, Hungarian Civil Liberties Union, Mérték, *Disrespect for European values in Hungary, 2010-2014*, 21 novembre 2014, en ligne : [http://helsinki.hu/wp-content/uploads/Disrespect\\_for\\_values-Nov2014.pdf](http://helsinki.hu/wp-content/uploads/Disrespect_for_values-Nov2014.pdf)

Scheppele, Kim Lane, « Hungary Without Two-Thirds », *The New York Times*, 17 mars 2015, disponible en ligne : [http://krugman.blogs.nytimes.com/2015/03/17/hungary-without-two-thirds/?\\_r=3](http://krugman.blogs.nytimes.com/2015/03/17/hungary-without-two-thirds/?_r=3)

Human Rights Watch, Sente Goldston Veronika, *Rule of Law : EU "mechanism" needs upgrade*, 19 mars 2015, en ligne : <http://www.hrw.org/news/2014/03/19/rule-law-eu-mechanism-needs-upgrade>

## **Liste des organismes rencontrés au cours de la mission :**

- !!444 !!!
- Agora
- A Város Mindenkié
- Eötvös Károly Alapítvány
- HAT
- Helsinki Committee
- Magyarországi Európa Társaság
- Mandiner
- MoMa
- Ökotárs Alapítvány
- Romaversitas

Ainsi que :

- Des universitaires en sciences sociales (science politique, sociologie, économie)
- De militants politiques
- Des journalistes indépendants